



REGLEMENT INTERIEUR DE L'ICOM

Article 1 - OBJET

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'ICOM telles que prévues à l'Article 25.1 des Statuts.

Article 2 - MEMBRES

2.1 Membres institutionnels

2.1.1 Définition des membres institutionnels

Les membres institutionnels sont les musées ou autres institutions conformes à la définition d'un musée telle que prévue dans les Statuts et complétée comme suit.

Le musée est une institution permanente sans but lucratif au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui collecte, conserve, expose, étudie et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation, et de délectation.

L'expression « sans but lucratif » désigne un organisme dont les revenus servent au seul et unique profit de la réalisation de son objet et de son fonctionnement.

La définition du musée doit être appliquée sans aucune limitation résultant de la nature de l'autorité de tutelle, du statut territorial, du système de fonctionnement ou de l'orientation des collections de l'institution concernée.

Outre les musées, les institutions ressortant des catégories suivantes peuvent adhérer à l'ICOM :

- i. Les sites et monuments naturels, archéologiques et ethnographiques et les sites et monuments historiques ayant un caractère de musée eu égard à leurs activités d'acquisition, de conservation et de communication des témoins matériels des peuples et de leur environnement ;
- ii. Les institutions qui conservent des collections et présentent des spécimens vivants de végétaux et d'animaux, comme notamment les jardins botanique et zoologique, les aquariums et les vivariums ;
- iii. Les centres scientifiques et les planétariums ;
- iv. Les galeries d'art à but non lucratif ainsi que les

ICOM INTERNAL RULES AND REGULATIONS

Article 1 - PURPOSE

The purpose of these Internal Rules and Regulations is to set out the rules governing the operation of ICOM pursuant to Article 25.1 of the Statutes.

Article 2 - MEMBERS

2.1 Institutional Members

2.1.1 Institutional Members definition

Institutional Members constitute museums or other institutions that comply with the definition of a museum as outlined in the Statutes and completed as follows.

A museum is a permanent non-profit institution at the service of society and its development, open to the public, which collects, conserves, researches, exhibits, and makes accessible the tangible and intangible heritage of humanity and its environment for study, education and enjoyment.

The expression "non-profit" describes an organisation whose surplus funds are applied exclusively to promoting its stated purpose and to ensuring its operation.

The definition of museum must be applied without limitation based on the nature of the regulatory authority to which the institution is subject, its territorial status, its system of operation, or the focus of the collections at the relevant institution.

Aside from institutions designated as museums, the following institutions are qualified as museums eligible to seek membership to ICOM :

- i. Natural, archaeological and ethnographic monuments and sites and historical monuments and sites with museum-related activities including acquisition, conservation, and making material evidence of peoples and their environment;
- ii. Institutions holding collections and displaying live specimens of plants and animals, such as botanical and zoological gardens, aquaria and vivaria;
- iii. Science centres and planetaria;
- iv. Non-profit art galleries as well as conservation

instituts de conservation et galeries d'exposition dépendantes des bibliothèques et des centres d'archives ;

- v. Les réserves naturelles ;
- vi. Les organisations nationales, régionales ou locales de musées ainsi que les administrations publiques de tutelle (ministère, département ou organisme) des musées telles qu'elles sont définies dans le présent Article ;
- vii. Les institutions ou organisations à but non lucratif qui mènent des activités de recherche en matière de conservation, d'éducation, de formation, de documentation, ainsi que d'autres liées au musée et à la muséologie ;
- viii. Les centres culturels et autres institutions ayant pour mission d'aider à la préservation, à la continuité et à la gestion des ressources du patrimoine matériel et immatériel, patrimoine vivant et activités créatives numériques y compris.

Le Conseil exécutif peut, après avis du Comité consultatif, reconnaître d'autres catégories d'institutions comme ayant certaines ou toutes les caractéristiques d'un musée au sens de l'Article 2 Section 4 des Statuts justifiant des conditions requises pour pouvoir adhérer à l'ICOM.

2.2 Membres individuels

2.2.1 Procédure d'agrément

Une personne peut adhérer à l'ICOM par recommandation du Comité national du pays de son lieu de résidence principale ou de son principal établissement.

Les Comités nationaux transmettent les demandes d'adhésion au Secrétariat de l'ICOM.

Les demandes d'adhésion peuvent être directement adressées au Secrétariat notamment en l'absence de Comité national ou pour les membres d'organisations internationales répondant à la définition de l'Article 4 Section 3 des Statuts.

Le Président de l'ICOM apprécie la demande d'adhésion d'un candidat. Il dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la transmission de la demande par le Comité national pour la refuser. A défaut de réponse dans le délai précité, la demande d'adhésion est réputée acceptée.

En cas de refus d'une demande d'adhésion à l'ICOM transmise par un Comité national, l'intéressé ne peut jouir de la qualité de membre du Comité national.

2.2.2 Procédure d'exclusion

En cas de mise en cause d'un membre pour motif grave par un Comité ou un autre membre, le Secrétariat de l'ICOM prépare un dossier comprenant tous les éléments. Ce dossier est remis au Président qui décide alors d'engager ou non une procédure disciplinaire.

institutes and exhibition galleries maintained by libraries and archive centres;

- v. Nature reserves;
- vi. National, regional or local museum organisations as well as public agencies (ministries, departments or organisations) responsible for museums as defined in this Article;
- vii. Non-profit institutions or organisations undertaking research in areas of conservation, education, training, documentation, as well as other activities relating to museums and museology;
- viii. Cultural centres and other institutions that facilitate the preservation, perpetuation and management of tangible and intangible heritage resources including living heritage and the creation of digital artefacts.

The Executive Council, after seeking the advice of the Advisory Committee, may recognise other institutions as having some or all of the characteristics of a Museum as referred to in Article 2 Section 2 of the Statutes as eligible to seek membership to ICOM

2.2 Individual Members

2.2.1 Approval of membership procedure

Membership to ICOM may be sought through the National Committee of the applicant's principal place of residence or principal place of business.

The National Committees shall forward membership applications to ICOM's Secretariat.

Direct applications are also possible to the Secretariat especially when there is no National Committee or for members of International organisations who comply with the definition of Article 4 Section 3 of the Statutes.

The President of ICOM may accept or refuse a candidate's application for membership. Notice of refusal must be given within one (1) month following the moment the National Committee submitted the application. Failure to respond within this time limit shall be deemed to constitute acceptance of the membership application.

In the case where a membership application to ICOM is refused, the relevant individual or institution may not become or remain a Member of the National Committee.

2.2.2 Exclusion procedure

In the case where an action is brought against a Member on serious grounds by a Committee or another Member, the Secretariat of ICOM prepares a file containing all elements. This file is addressed to the President who decides whether or not to initiate a disciplinary

Le membre faisant l'objet d'une procédure disciplinaire est convoqué devant le Bureau. La convocation comporte le rappel des faits qui lui sont reprochés, la sanction encourue, mentionne la demande de produire l'ensemble des arguments en défense par écrit ou par oral devant le Bureau et précise que l'intéressé peut se faire représenter.

Après audition de l'intéressé ou lecture de ses arguments écrits, le Bureau délibère.

La décision du Bureau est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception. Son Comité national est parallèlement informé du sens de cette décision.

L'exclusion prononcée prend effet à la date de notification de la décision du Bureau.

Elle est entérinée par le Conseil exécutif au cours de la session suivant la décision d'exclusion, à défaut, le membre exclu est réintégré sans qu'aucune indemnité compensatrice ne lui soit due.

2.2.3 Catégories de membres individuels

2.2.3.1 Membres d'honneur

a. Définition

Le statut de membre d'honneur est la plus haute distinction accordée par l'ICOM.

Ce statut récompense sans considération de sexe, de race, de nationalité, de croyances ou d'affiliation institutionnelle, les personnes qui ont contribué à faire progresser la cause muséale internationale et les idéaux promus par l'ICOM.

b. Statut et privilèges

Le statut de membre d'honneur est accordé à vie. Les membres d'honneur jouissent de tous les droits et privilèges attachés à la qualité de membre et ne sont soumis au versement d'aucune cotisation.

Il ne peut exister plus de vingt (20) membres d'honneur. Les membres d'honneur peuvent être nommés par le Président à des postes de l'ICOM.

c. Incompatibilités

Le statut de membre d'honneur est incompatible avec l'exercice de fonctions d'élu au sein de l'ICOM.

d. Conditions d'accession à la qualité de membre d'honneur

Le Président d'un Comité national, le Président d'un Comité International ou un membre du Conseil exécutif de l'ICOM peut proposer un membre de l'ICOM à

procédure.

The member subject to a disciplinary procedure is called before the Bureau. The notice of meeting shall set out the alleged actions or violations for which the Member is held accountable by the procedure of exclusions, the sanction he or she may incur, his or her defense in writing or verbally before the Bureau and the specification that the Member may choose a representative.

After the Member in question has been heard or his or her written statement read, the Bureau shall deliberate.

The Bureau's decision shall be delivered to the Member by registered mail, with acknowledgment of receipt requested. His or her National Committee is also informed of this decision.

Exclusion shall be effective as of the date the Bureau's decision is delivered.

The motion for exclusion shall be confirmed by the Executive Council at its next meeting. If the motion is not confirmed, the excluded Member shall be reinstated with no indemnity of any kind.

2.2.3 Individual Member categories

2.2.3.1 Honorary Members

a. Definition

Honorary membership status is the highest honour that ICOM can confer upon its Members.

This status is awarded with no criteria based upon gender, race, nationality, religious belief or institutional affiliation to individuals who have helped to advance the international museum cause and promoted ICOM's ideals.

b. Status and privileges

Honorary Member status is held for life.

Honorary Members enjoy all the rights and privileges of membership and are not required to pay membership fees.

There may be no more than twenty (20) honorary Members at any one time.

Honorary Members may be appointed by the President to hold office in ICOM.

c. Incompatibilities

Honorary Members may not hold elected office within the Association.

d. Conditions for Honorary Member designation

The President of a National Committee, the Chairperson of an International Committee or a Member of the ICOM Executive Council may nominate an ICOM Member for

l'accession au statut de membre d'honneur.

La proposition doit être signée et datée.

Un Président ou membre ne peut pas se proposer lui-même.

En cas d'octroi du statut de membre d'honneur en cours d'exercice de mandat, le bénéfice de la qualité de membre d'honneur ne lui sera ouverte qu'au terme de son mandat.

Pour accéder au statut de membre d'honneur, le candidat doit avoir réalisé une grande partie de ses travaux en ayant été membre de l'ICOM. Ses travaux doivent démontrer l'excellence de ses qualifications et de ses compétences muséologiques, et jouir d'une reconnaissance internationale.

Toutes les candidatures doivent être soumises par écrit et accompagnées d'un document mettant en évidence la nature des travaux réalisés et les services rendus à la communauté muséale au titre desquels la qualité de membre d'honneur est proposée, notamment : lettres d'approbation de personnes ayant connaissance directe des activités du candidat, liste des publications, prix décernés par des organisations professionnelles, fonctions et services bénévoles en tant que consultant expert auprès de musées et d'organismes d'enseignement pertinents.

Le candidat doit impérativement justifier des qualités susvisées au précédent alinéa au niveau international.

Le dossier de candidature complet doit être soumis au Directeur Général, au plus tard le 1^{er} novembre de l'année précédant l'Assemblée générale triennale afin de garantir un délai d'examen suffisant des candidatures.

Le Directeur Général examine la recevabilité du dossier de candidature et statue sur son caractère régulier et exhaustif avant de le transmettre au Président de l'ICOM accompagné d'une note d'instruction comportant notamment l'accusé réception de la candidature et signalant toute irrégularité.

Le Président examine la candidature et confie à un membre du Conseil exécutif de son choix la présentation de l'ensemble des documents de la candidature aux autres membres du Conseil.

Le membre du Conseil exécutif chargé de ladite présentation doit synthétiser les informations pertinentes et répondre aux questions relatives à l'admissibilité du candidat.

La qualité de membre d'honneur est conférée par l'Assemblée générale lors de la Conférence Générale triennale, sur recommandation unanime du Conseil exécutif. La procédure d'admission demeure confidentielle jusqu'au prononcé de la décision de l'Assemblée générale.

Une candidature non approuvée par l'Assemblée générale peut être représentée lors de la prochaine Conférence générale.

honorary membership.

The nomination must be signed and dated.

A Chairperson or Member may not nominate him or herself.

If a Member is awarded such status while in elected office, he or she shall assume honorary membership status only upon expiry of his/her term of office.

To be granted such status, the candidate is deemed to have performed a significant portion of his contributions and/or achievements during his/her time as a Member of ICOM. His/her contributions and/or achievements must demonstrate the excellence of his qualifications and competencies in museology, and he or she must be internationally renowned.

All nominations must be submitted in writing and be accompanied by documents emphasizing the nature of the candidate's work and the services he or she provided to the museum community as the basis for the candidate's nomination for honorary membership, such as: letters of recommendation from persons directly familiar with the candidate's work, a list of publications, awards and prizes from professional organisations, paid and volunteer work performed while acting in an expert consulting capacity to assist museums and relevant educational organisations.

The candidate's contributions mentioned above must imperatively be international in scope.

The complete candidate nomination file must be submitted to the Director General no later than 1 November of the year preceding the triennial General Assembly in order to guarantee sufficient time for review of files.

The Director General assesses the admissibility of the candidate nomination file and gives a ruling on its completeness and compliance with requirements, before he or she forwards it to the ICOM President accompanied by an instruction memo acknowledging receipt of the nomination file and noting any irregularity.

The President reviews the candidate nomination file and chooses a Member of the Executive Council to present the set of documents in the file to the other Members of the Council.

The Member in charge of presenting the file must summarise all relevant information and be ready to answer any questions pertaining to the candidate's eligibility.

Honorary membership status is granted, upon the unanimous recommendation of the Executive Council, at the General Assembly meeting, which is held during the triennial General Conference. The admissions procedure must remain confidential until the General Assembly has reached its decision.

If a candidate's nomination is refused by the General Assembly, it may be resubmitted at the next General Conference meeting.

Article 3 - ÉLECTIONS DU CONSEIL EXECUTIF

3.1 Candidatures

3.1.1 Conditions de présentation des candidatures

Les candidats à l'élection des membres du Conseil exécutif et des membres du Bureau sont nommés par les Comités nationaux et internationaux.

Un candidat ne peut être nommé que pour un seul poste.

Un membre individuel ne peut être nommé que par :

- le Comité national du pays dans lequel il réside ; ou
- un Comité international dont il est membre.

Les candidatures présentées par le Comité national ou international doivent être adressées au Secrétariat de l'ICOM dans le respect du règlement de présentation des candidatures comportant notamment un formulaire établi par ses soins et mis à leur disposition.

Le formulaire du règlement de présentation des candidatures comporte la mention du Comité qui présente le candidat ainsi qu'une note biographique de ce dernier et doit être signé par le Président du Comité national ou international et par un autre membre du Bureau de ce Comité.

3.1.2 Inéligibilités

Ne sont pas éligibles au Conseil exécutif:

- les personnes employées par l'ICOM ou par ses Comités ;
- les personnes anciennement employées par l'ICOM ou par ses Comités pendant deux (2) ans après la fin de leur contrat.

Il est entendu par « employé » toute personne exerçant des fonctions au service de l'ICOM ou l'un de ses Comités en contrepartie desquelles il perçoit une rémunération.

3.2 Dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures doit avoir lieu avant une date fixée par le Secrétariat de l'ICOM dans le calendrier des élections adopté par le Conseil exécutif. Ce calendrier est diffusé aux Comités dans le mois suivant son adoption.

Les candidatures doivent être adressées au Secrétariat de l'ICOM. En cas d'irrecevabilité formelle, une décision d'irrecevabilité ainsi qu'un délai pour régulariser les vices de formes signalés sont communiqués au Comité national ou international ayant présenté le candidat.

Après examen de recevabilité opéré par le Directeur Général et régularisations éventuelles, les candidatures sont transmises au Comité des élections.

Le Comité des élections est composé de cinq (5) à neuf (9) membres de l'ICOM qui ne sont pas candidats à l'élection du Conseil exécutif. Ils sont nommés par le

Article 3 - ELECTION TO THE EXECUTIVE COUNCIL

3.1. Candidacies

3.1.1 Candidacy forms

The National and International Committees shall nominate candidates for election as Members of the Executive Council and as Members of the Bureau.

A candidate can apply for a single function only.

An individual Member may be nominated solely by:

- the National Committee of the country where he or she resides; or
- an International Committee of which he or she is a Member.

The candidacy forms presented by the National or International Committees must be sent to the ICOM Secretariat in accordance with the election procedure rules using the established forms provided by the ICOM Secretariat.

Each form must contain the name of the committee that is nominating the candidate and must include a biographical profile of the latter, signed by the Chairperson of the National or International Committee and by another Member of the Committee's Bureau.

3.1.2 Ineligibilities

The following individuals are ineligible for membership of the Executive Council:

- persons employed by ICOM or its Committees;
- former employees of ICOM or its Committees, who shall be ineligible for two (2) years after the expiry or termination of their contract.

"Employee" refers to each individual who carries out functions for ICOM or its Committees and receives remuneration for these functions.

3.2 Candidacy application

Candidacy forms must be filed by the fixed date, which is set by the ICOM Secretariat in accordance with an elections calendar adopted by the Executive Council. This calendar must be circulated to the Committees within one (1) month of its adoption.

Candidacies must be addressed to the ICOM Secretariat.

In the case where a candidacy is deemed inadmissible, a decision to that effect must be submitted to the National or International Committee that put forward the candidacy, offering them the opportunity to correct the candidacy application within an allotted time.

Once the Director General has examined the admissibility of the candidacy applications have them been rectified where necessary, the applications are forwarded to the Elections Committee.

The Elections Committee is comprised of five (5) to nine (9) ICOM Members who are not candidates for election to the Executive Council. They are appointed by the

Comité Consultatif pour une période indéterminée.

Le Comité des élections est co-présidé par le Président du Comité Consultatif, qui est responsable de son fonctionnement, ainsi que par un membre de l'ICOM nommé conjointement par le Président de l'ICOM et le Président du Comité consultatif.

Le Directeur Général participe aux réunions du Comité des élections.

Le Comité des élections valide la recevabilité des candidatures dans le délai maximal de trois (3) mois suivant la date limite de leur dépôt.

Au terme du délai de régularisation imparti, le Comité des élections autorise le Secrétariat à publier la liste des candidats au Conseil exécutif et à chaque poste du Bureau.

3.3 Présentation des candidats

Un document de présentation des candidats est édité dans les trois (3) langues de l'ICOM et mis en ligne sur le site internet de l'ICOM.

Ce document contient une présentation de chaque candidat et une description de la procédure d'élection.

3.4 Élection des membres du Conseil exécutif

L'élection des membres du Conseil exécutif a lieu lors de l'Assemblée générale au cours de la Conférence générale.

Les membres de l'Assemblée générale ordinaire constituent les membres votants. Les droits de vote sont déterminés dans les Statuts.

Chaque Comité national et international peut désigner cinq (5) membres votants pour voter en son nom.

Chaque Organisation affiliée peut désigner trois (3) membres votants pour voter en son nom.

Les Alliances régionales n'ont pas le droit de prendre part au vote à l'élection des membres du Conseil exécutif ni au vote en Assemblée générale.

Les membres désignés par les Comités ou Organisations affiliées reçoivent une carte de membre votant à leur arrivée à la Conférence générale.

Les membres votant désignés par un Comité ou Organisation affiliée non présents les jours du vote peuvent voter par procuration en donnant procuration à un autre membre votant.

Un membre votant ne peut détenir qu'une seule procuration d'un membre votant non présent d'un autre Comité ou Organisation affiliée. En outre, il peut détenir l'ensemble des procurations des membres votants non présents de son Comité.

Seul le formulaire de procuration établi par le Secrétariat et mis en ligne sur le site Internet de l'ICOM sera admis lors du vote. Sur production dudit formulaire de procuration, le membre votant obtient le bulletin de vote

Advisory Committee for an indefinite term of office.

The Elections Committee is co-presided by the Chairperson of the Advisory Committee, who is responsible for its operation, and a Member of ICOM appointed by both the ICOM President and the Advisory Committee Chairperson.

The Director General takes part in the Elections Committee meetings.

The Elections Committee must validate the admissibility of candidacies within no more than three (3) months following the filing deadline.

Upon expiry of the allotted time limit to correct the candidacy application, the Elections Committee authorizes the ICOM Secretariat to publish a list of candidates for membership on the Executive Council and for each seat on the Bureau.

3.3 Presentation of candidates

A candidate presentation document is published in ICOM's three (3) official languages and put on ICOM's Internet site.

This document shall contain a presentation of each candidate and a description of the election process.

3.4 Election of Members to the Executive Council

The election of Members to the Executive Council shall take place during the General Assembly meeting held during the General Conference.

The Members of the Ordinary General Assembly constitute the voting Members. Voting rights are set forth in the Statutes.

Each National and International Committee has the right to appoint five (5) voting Members to vote on its behalf.

Each Affiliated organisation has the right to appoint three (3) voting Members to vote on its behalf.

Regional Alliances do not have the right to participate in the vote for the election of the Members of the Executive Council or in the vote at the General Assembly.

The Members appointed by Committees or Affiliated Organisations receive a voting Member card upon their arrival at the General Conference.

Voting Members appointed by a Committee or by an Affiliated Organisation who are unable to be present on the days of voting may choose to vote by proxy, whereby they may designate another voting Member to vote on their behalf.

A voting Member may have a single proxy only for a single absent voting Member of one other Committee or Affiliated Organisation. In addition, he or she may hold proxies for all of the absent voting Members of his or her Committee.

Only proxy forms established by the ICOM Secretariat and published on ICOM's Internet site shall be accepted at the time of voting. Upon presentation of the proxy, the voting Member shall receive the voting ballot of the

du membre qu'il représente.

Pour les Comités et Organisations affiliées dont aucun des membres votants n'est présent, les bulletins de vote sont envoyés à leur Président et doivent être retournés sous double enveloppe : une enveloppe vierge comprenant les bulletins de vote qui se trouve dans une seconde enveloppe mentionnant au dos le nom du Comité ou de l'Organisation affilié et comprenant la signature de son Président et de chaque membre votant, au siège de l'ICOM au moins quinze (15) jours avant la Conférence générale.

Ces votes à distance seront dépouillés en même temps que les autres votes. Si une enveloppe comprend plus de bulletins de vote que le nombre attribué au Comité ou à l'Organisation affiliée, l'ensemble des bulletins de vote se trouvant dans l'enveloppe sera alors invalidé.

Le bulletin de vote mentionne la liste des candidats établie par ordre alphabétique et la précision pour chaque candidat du Comité qui l'a proposé.

Pour être valable, un vote doit comprendre au maximum onze (11) noms de candidats à la fonction de membre ordinaire du Conseil exécutif cochés. A défaut, le bulletin de vote est invalidé.

Par ailleurs, pour chaque fonction de membre du Bureau, le bulletin de vote ne doit mentionner qu'un candidat coché. A défaut, le vote pour le poste du Bureau concerné est invalidé.

Seuls les votes relatifs à une élection sont à bulletin secret.

Les membres votants disposent de deux (2) ou trois (3) jours consécutifs pour se rendre aux bureaux de vote. Le Comité des élections fixe les jours des élections et les heures d'ouverture des bureaux de votes.

Les candidats au Conseil exécutif ayant obtenu le plus de voix sont élus. Il en est de même pour chaque poste de membre du Bureau.

Un règlement électoral reprenant et précisant ces règles est établi par le Directeur Général et validé par le Comité des élections pour chaque élection.

Le bulletin de vote peut être remplacé par tout moyen technique permettant d'organiser un vote électronique ou à distance, approuvé par le Comité des élections et le Secrétariat de l'ICOM.

L'élection des membres du Conseil exécutif et du Bureau est effective à la clôture de l'Assemblée générale au cours de laquelle ils ont été élus.

3.5 Vacances

En cas de vacance du poste de Président, le Conseil exécutif désigne l'un (1) des vice-présidents pour assumer la Présidence jusqu'à la prochaine élection des membres du Bureau par l'assemblée générale (article 11 des Statuts).

En cas de vacance d'un (1) poste de vice-président, le Conseil exécutif désigne un membre ordinaire pour

Member he or she is representing.

For Committees and Affiliated Organisations with no voting Members in attendance, voting ballots must be sent to their Chairperson in a set of two (2) envelopes: blank envelope containing the voting ballots, which is placed in a second envelope, on the back of which is written the name of the Committee or Affiliated Organisation as well as the signature of its Chairperson and each voting Member, to the ICOM Secretariat headquarters at least fifteen (15) days prior to the General Conference.

Absentee ballots are to be counted simultaneously with the other ballots. If an envelope includes more voting ballots than the number of votes attributed to the Committee or Affiliated Organisation, all voting ballots in the envelope shall be deemed invalid.

The voting ballot should set forth the candidates' names in alphabetical order, and should specify which Committee put forward which candidate.

In order to be valid, a vote must provide the option to select, by ticking a box, a maximum of eleven (11) candidates for ordinary membership on the Executive Council. If this condition is not satisfied, the voting ballot shall be deemed invalid.

In addition, for each seat as a Member of the Bureau, the voting ballot must provide the option to select, by ticking a box, no more than one candidate. If this condition is not satisfied, the vote for the relevant seat on the Bureau shall be deemed invalid.

Only voting sessions pertaining to an election are to be held by secret ballot.

Voting Members may enter voting stations over two (2) or three (3) consecutive days. The Elections Committee shall determine the days open for the elections and the opening times for voting stations.

Candidates for seats on the Executive Council obtaining the largest number of votes shall be elected. The same shall apply for each seat for a Member of the Bureau.

Electoral rules reiterating and specifying these guidelines shall be drawn up by the Director General and validated by the Elections Committee for each election.

The voting ballot system may be replaced by any technical means making it possible to use an electronic voting or remote voting system, approved by the Elections Committee and the ICOM Secretariat.

The election of Members of the Executive Council and the Bureau is effective from the close of the General Assembly meeting during which they were elected.

3.5 Vacancies

In case of vacancy of the office of President, the Executive Council appoints one (1) of the Vice-presidents to assume the presidency until the following election of Members of the Bureau by the General Assembly (article 11 of the Statutes).

In case of vacancy of the office of Vice-president, the Executive Council appoints an ordinary Member to

assumer cette fonction jusqu'à la prochaine élection des membres du Bureau par l'assemblée générale (article 11 des Statuts). Le choix s'effectue par vote à la majorité simple.

En cas de vacance du poste de Trésorier, le Conseil exécutif désigne parmi ses membres celui qui assumera cette fonction jusqu'à la prochaine élection des membres du Bureau par l'Assemblée générale. Le choix s'effectue par vote à la majorité simple.

En cas de vacance d'un poste de membre du Conseil exécutif qui n'est pas membre du Bureau, le poste reste vacant jusqu'à la prochaine élection par l'assemblée générale.

Article 4 - COMITE CONSULTATIF

Le Comité consultatif est un organe consultatif de l'ICOM.

4.1. Composition du Comité consultatif

Les membres du Comité consultatif sont :

- i. les Présidents des Comités nationaux ou leurs représentants désignés ;
- ii. les Présidents des Comités internationaux ou leurs représentants désignés ;
- iii. les Présidents des Organisations affiliées ou leurs représentants désignés ;
- iv. les Présidents des alliances régionales ou leurs représentants désignés.

Les membres du Conseil exécutif, les Correspondants nationaux et les membres des Comités techniques de l'ICOM peuvent assister aux réunions du Comité consultatif en tant qu'observateur, sans pouvoir participer aux votes.

La qualité de membre du Comité consultatif se perd dans en cas de :

- cessation de la fonction de Président d'un Comité national, d'un Comité international, d'une alliance régionale ou d'une Organisation affiliée de l'ICOM ;
- empêchement, de perte ou abandon de la qualité de membre de l'ICOM ou de démission présentée par écrit au Directeur général.

4.2. Fonctions du Comité consultatif

Les fonctions du Comité consultatif sont de :

- conseiller le Conseil exécutif et l'Assemblée générale sur les questions concernant la politique, les programmes, les procédures et les finances de l'ICOM ;
- donner son avis sur des questions et des activités dans l'intérêt général de l'ICOM ;
- proposer des modifications des Statuts de l'ICOM.

assume this function until the following election of Members of the Bureau by the General Assembly (article 11 of the Statutes). The choice is made by simple majority vote.

In case of vacancy of the office of Treasurer, the Executive Council appoints one of its Members one (1) to assume this function until the following election of Members of the Bureau by the General Assembly. The choice is made by simple majority vote.

In case of vacancy of the office of an Executive Council Member who is not Member of the Bureau, the office remains vacant until the following election by the General Assembly.

Article 4 - ADVISORY COMMITTEE

The Advisory Committee is an advisory body of ICOM.

4.1. Advisory Committee's composition

The Members of the Advisory Committee are:

- i. the Chairpersons of the National Committees or their appointed representatives;
- ii. the Chairpersons of the International Committees or their appointed representatives;
- iii. the Chairpersons of Affiliated Organisations or their appointed representatives;
- iv. the Chairpersons of Regional Alliances or their appointed representatives.

Members of the Executive Council, all National Correspondents and members of ICOM's technical committees may attend Advisory Committee meetings as observers. They do not have the right to participate in the vote.

The status of Member of the Advisory Committee shall be forfeited in the case of :

- suspension of the function of Chairperson of a National Committee, an International Committee, a Regional Alliance or of an Affiliated Organisation of ICOM;
- unexpected obstacle to, loss or withdrawal of ICOM membership, or resignation transmitted by a formal written note addressed to the Director General.

4.2. Duties of the Advisory Committee

The duties of the Advisory Committee shall be to:

- advise the Executive Council and the General Assembly on issues relating to ICOM's policies, programmes, procedures and finances;
- give its opinion on issues and actions in ICOM's general interest;
- propose modifications or amendments to be made to the Statutes.

Le Comité consultatif rend compte de ses travaux par la forme d'un rapport annuel remis au Président et au Directeur Général de l'ICOM.

Ce rapport est présenté par le Président du Comité consultatif au Conseil exécutif.

4.3. Réunions du Comité consultatif

Le Comité consultatif se réunit au moins une (1) fois par an en session ordinaire, concomitamment à une session du Conseil exécutif.

Il est convoqué par son Président.

Les dates des réunions sont définies sur proposition du Président de l'ICOM et du Directeur Général.

Une session extraordinaire du Comité consultatif peut se tenir à la demande du Conseil exécutif. Le Président du Comité Consultatif saisi d'une telle demande convoque les participants dans un délai raisonnable.

La session extraordinaire a lieu dans un délai de trois (3) mois maximum après la réception de la demande du conseil exécutif dans la ville du siège du Secrétariat de l'ICOM.

4.4. Élections du Président et du Vice-président du Comité consultatif

Les Présidents de Comités nationaux, internationaux et d'Organisations affiliées élisent le Président puis le Vice-président en lieu et place de la Conférence générale.

Les Alliances régionales n'ont pas le droit de vote.

Les mandats du Président et du Vice-président durent trois (3) ans, prennent fin à l'élection de leurs successeurs et peuvent être reconduits pour une période de trois (3) ans.

Au moins cinq (5) mois avant le terme desdits mandats en cours, le Directeur général adresse au Président et Vice-président du Comité consultatif, aux Présidents de tous les Comités nationaux et internationaux une lettre d'appel à candidatures aux postes de Président et de Vice-président du Comité consultatif.

Le Directeur général doit recevoir les candidatures au plus tard trois (3) mois avant la date de l'élection mentionnée dans l'appel à candidature.

Le Directeur général présente aux membres du Comité consultatif les noms des candidats ainsi que toute notice biographique deux (2) mois au moins avant l'élection.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les candidats souhaitant concourir à l'élection au poste de Vice-président pourront aussi se manifester lors de la Conférence générale, à l'issue de l'annonce des résultats des élections du Conseil exécutif et du Président du Comité consultatif.

Le candidat pour chaque poste ayant recueilli le plus de

The Advisory Committee reports its proceedings in an annual report to be submitted to the President and the Director General of ICOM.

This report is to be presented by the Chairperson of the Advisory Committee to the Executive Council.

4.3. Advisory Committee Meetings

The Advisory Committee shall hold an ordinary meeting at least once a year, simultaneously with a session of the Executive Council.

Its Chairperson shall give the notice of meeting.

The meetings shall be held on the dates designated by the President of ICOM and the Director General.

An extraordinary Advisory Committee meeting may be held at the request of the Executive Council. The Advisory Committee Chairperson must ask the participants to attend the meeting within a reasonable time limit.

The extraordinary session must be held within three (3) months after receipt of the request from the Executive Council, in the city where the ICOM Secretariat is based.

4.4. Election of the Chairperson and Vice-Chairperson of the Advisory Committee

The Chairpersons of National and International Committees and Affiliated Organisations shall elect the Chairperson, then the Vice-Chairperson during the General Conference.

Regional Alliances do not have the right to vote.

The Chairperson's and Vice-Chairperson's terms of office will last three (3) years, shall expire upon the election of their successors and can be renewed for another 3 years term once.

At least five (5) months prior to the expiry of the current terms of office, the Director General shall write a letter to the Chairperson and the Vice-Chairperson of the Advisory Committee, to Chairpersons of all the National and International Committees, calling for candidacies for the offices of Chairperson and Vice-Chairperson of the Advisory Committee.

The Director General must receive the candidacies no later than three (3) months before the election date as set forth in the call for candidacies.

The Director General shall submit the names of the candidates, together with any biographical profiles, to the Members of the Advisory Committee at least two (2) months before the election is to be held.

As an exception to the previous provisions, candidates wishing to run in the election for Vice-Chairperson shall also be able to come forward during the General Conference, at the close of the result announcements for the elections of the Executive Council and of Chairperson of the Advisory Committee.

The candidate for each office having received the largest

suffrages est déclaré élu à condition qu'il recueille plus de 50 % des suffrages exprimés, au premier tour.

Si aucun candidat ne recueille plus de 50 % des suffrages exprimés, il est organisé un second tour entre les deux candidats ayant obtenu chacun le plus grand nombre de voix au premier tour. A l'issue du second tour, le candidat recueillant la majorité simple des suffrages exprimés est déclaré élu.

Le Président et le Vice-président élus entrent en fonction à l'issue des résultats de leur élection.

4.5. Obligations du Président du Comité consultatif

Le Président du Comité consultatif remplit les missions suivantes :

- organiser et présider les réunions de son Comité ;
- représenter le Comité consultatif aux réunions du Conseil exécutif sans droit de vote ;
- veiller au respect des procédures d'élections de l'ICOM.

4.6. Obligations du Vice-président du Comité consultatif

Le Vice-président assiste le Président dans la direction du Comité consultatif et le représente aux réunions du Conseil exécutif en cas d'absence ou d'empêchement du Président.

Le Vice-président du Comité consultatif remplit les missions suivantes :

- accomplir les tâches qui lui sont confiées par le Président du Comité consultatif ;
- en cas d'absence ou d'empêchement du Président, diriger la réunion du Comité consultatif et exercer les fonctions associées à la fonction de Président.

4.7. Vacances de postes

Si le poste de Président ou de Vice-président devient vacant, le Comité élit, lors de sa réunion suivante, l'un de ses membres comme Président ou Vice-président par intérim pour la durée du mandat de l'ancien Président ou Vice-président restant à effectuer.

4.8. Votes au sein du Comité consultatif

Les Présidents des Comités nationaux, internationaux, et Organisations affiliées disposent chacun d'une (1) voix.

Les Alliances régionales n'ont pas le droit de vote.

Toute personne cumulant plusieurs postes de Président peut voter au nom de chacun des Comités et Organisations qu'elle préside.

Les décisions sont prises à la majorité simple des

number of votes shall be declared elected, provided that he or she obtains more than 50% of the votes in the first voting round.

If no candidate obtains more than 50% of the votes, a second voting round is to be organized between only the two candidates having received the highest number of votes in the first voting round. At the conclusion of the second voting round, the candidate having received the majority shall be declared elected.

The elected Chairperson and Vice-Chairperson shall take office once the results of their election have been declared.

4.5. Duties of the Advisory Committee Chairperson

The Advisory Committee Chairperson carries out the following tasks:

- convene and preside over the Committee meetings;
- represent the Advisory Committee at Executive Council meetings without voting rights ;
- ensure that ICOM's election procedures are enforced.

4.6. Duties of the Vice-Chairperson of the Advisory Committee

The Vice-Chairperson assists the Chairperson in overseeing the Advisory Committee and may represent it at Executive Council or Bureau meetings in case of absence of the Chairperson or unforeseen obstacles.

The Vice-Chairperson of the Advisory Committee carries out the following duties:

- performance of all duties conferred upon him or her by the Chairperson of the Advisory Committee;
- in the case of absence of the Chairperson or of unforeseen obstacles, the Vice-Chairperson presides at the Advisory Committee meeting and carries out the duties and responsibilities incumbent upon the Chairperson.

4.7. Vacancies

If the office of Chairperson or Vice-Chairperson becomes vacant, during its next meeting, the Committee shall elect one of its Members to be Chairperson or Vice-Chairperson to deputise the former Chairperson or Vice-Chairperson for the duration of his or her remaining term of office.

4.8. Voting at Advisory Committee meetings

The Chairperson of the Advisory Committee and the Chairmen of the National and International Committees, and Affiliated Organisations shall each have one (1) vote. Regional Alliances do not have the right to vote.

All individuals holding several positions of Chairperson concurrently may vote on behalf of each Committee or Organisation at which it presides.

Resolutions are adopted by a single majority vote of the

membres votants présents ou représentés.

Un membre du Comité consultatif peut se faire représenter par un autre membre de son Comité ou Organisation lors d'une réunion du Comité mais personne ne peut détenir plus d'une procuration.

Seul le formulaire de procuration établi par le Secrétariat et mis en ligne sur le site Internet de l'ICOM sera admis lors du vote.

Article 5 - COMITES TECHNIQUES

L'ensemble des comités permanents, groupes de réforme et de travail forment les « Comités techniques ». Le Président de l'ICOM peut, avec l'approbation du Conseil Exécutif, créer des Comités techniques et définir leur mission, leur mandat, adhésion et leur durée.

Les comités techniques ont une durée maximale de trois (3) ans à l'issue de laquelle ils sont automatiquement réputés dissous sauf décision de reconduction expresse.

Le Président de l'ICOM nomme le Président en concertation avec le Conseil Exécutif et le Directeur Général, et nomme les membres de chaque Comité en concertation avec le Président dudit Comité et le Directeur Général.

Le Président de chaque Comité technique remet le rapport de travail de son Comité au Président de l'ICOM ainsi qu'au Directeur Général qui en rapporte au Conseil Exécutif.

Article 6 - VOTE DES COMITES NATIONAUX

Un Comité national ne peut participer et voter à une Assemblée générale que si ses membres sont à jour de cotisation et que les cotisations à l'ICOM ont été reversées à son Secrétariat.

Par dérogation à l'alinéa qui précède et de manière exceptionnelle, le Conseil exécutif de l'ICOM peut accorder un délai au Comité national pour procéder au reversement des cotisations de l'ICOM à son Secrétariat.

Article 7 - REPARTITION DES POUVOIRS ENTRE LES ORGANES STATUTAIRES DE L'ICOM

7.1 L'Assemblée générale

L'Assemblée générale adopte le rapport moral présenté par le Président, approuve les états financiers de l'année antérieure, donne quitus de leur gestion aux dirigeants élus, élit les membres du Conseil exécutif, approuve le

Members present in person or represented by proxy.

A Member of the Advisory Committee may designate another Member of his or her Committee or Organisation to represent him by proxy at Committee meetings but no one Member may hold more than one proxy.

Only proxy forms established by the ICOM Secretariat and published on ICOM's Internet site shall be accepted at the time of voting.

Article 5 - TECHNICAL COMMITTEES

All standing committees, reform task forces and working groups will be referred to as "Technical Committees".

The President of ICOM may, with the approval of the Executive Council, establish Technical Committees; define their mission, term of office, membership and their duration.

Technical Committees have a maximum three (3) years term, after which time they will be automatically dissolved, unless a renewal decision is expressly taken.

The President of ICOM shall appoint a Chairperson in consultation with the Executive Council and the Director General and shall appoint the members of each Committee in consultation with the Chairperson of the aforementioned Committee and the Director General.

The Chairperson of each Technical Committee submits its annual report to the President of ICOM Executive Council and to the Director General who will report to the Executive Council.

Article 6 - VOTING BY NATIONAL COMMITTEES

A National Committee may not take part in and vote at a General Assembly meeting unless its Members are up-to-date in the payment of their membership fees and ICOM membership fees have been transferred to its General Secretariat.

As a notable exception to the foregoing stipulation, the ICOM Executive Council may grant the National Committee a time extension to pay ICOM membership fees to its General Secretariat.

Article 7 - DISTRIBUTION OF POWERS BETWEEN ICOM GOVERNING BODIES

7.1 The General Assembly

The General Assembly adopts the policy report presented by the President, approves the accounts of the previous year, grants discharge to elected officers from their organisational tasks, elects Members of the

plan stratégique triennal, approuve le montant des cotisations proposé par le Conseil exécutif, modifie les statuts et décide la dissolution de l'Association.

7.2 Le Conseil exécutif

Le Conseil exécutif veille à la bonne gestion de l'Association, vote le budget, approuve les décisions relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles et baux excédant neuf années et emprunts.

Le Conseil exécutif arrête les comptes.

Le Conseil exécutif établit l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

7.3 Le Président

Conformément aux pratiques et usages de l'ICOM et dans l'esprit d'une responsabilité collective, le Président peut consulter les membres du Conseil Exécutif et collaborer avec eux.

Le Président peut régler tout sujet s'inscrivant dans le cadre du plan stratégique, du budget et d'autres questions relevant du Conseil Exécutif. Il délègue la gestion courante et opérationnelle de l'ICOM au Directeur Général.

Il définit l'ordre du jour du Conseil exécutif.

7.4 Le Bureau

Le Bureau assiste le Président et prend les décisions importantes à caractère urgent.

7.5 Le Trésorier

Le Trésorier établit le cadre de travail nécessaire à la gestion financière de l'association d'un commun accord avec le Directeur Général et veille à son respect.

Article 8 - DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général dispose des pouvoirs définis à l'Article 21 des Statuts.

Il est nommé par le Président avec l'approbation du Conseil Exécutif. Le Président fixe sa rémunération et évalue l'exercice de ses missions.

Le Directeur Général est responsable de la gestion du personnel et notamment du recrutement, de la politique salariale et de la gestion disciplinaire du Secrétariat.

Il assume la gestion courante de l'ICOM dans le cadre des décisions prises par le Président, le Bureau, le Conseil exécutif et l'Assemblée générale.

Il peut engager les dépenses s'inscrivant dans le cadre du budget voté. Pour les dépenses excédant 20.000 euros,

Executive Council, approves the triennial strategic plan, approves the amount of membership fees proposed by the Executive Council, modifies the Statutes and decides on whether to dissolve the Association.

7.2 The Executive Council

The Executive Council oversees the proper management of the Association, votes on the budget, approves decisions relating to the acquisition, exchange and transfer of immovable property as may be necessary to pursue the Association's objectives, relating to taking out mortgages on such immovable property and leases with terms exceeding nine (9) years and loans.

The Executive Council approves the closing of the accounts.

The Executive Council establishes the General Assembly's agenda.

7.3 The President

Pursuant to ICOM's historical and on-going practices and in the spirit of collective responsibility, the President may consult and collaborate with members of the Executive Council.

The President may settle all matters within the framework of the Strategic Plan, the budget and other issues of the Executive Council. He or she may delegate authority to the Director General to handle the management of day-to-day ICOM operations.

He or she establishes the Executive Council's agenda.

7.4 The Bureau

The Bureau assists the President and takes decisions on urgent matters.

7.5 The Treasurer

The Treasurer sets up the framework necessary to ensure the financial management of the Association by common agreement with the Director General and ensures that it is observed.

Article 8 - THE DIRECTOR GENERAL

The Director General enjoys the powers set forth in Article 21 of the Statutes.

He or she is appointed by the President with the approval of the Executive Council. The President sets his or her compensation and evaluates the performance of his or her duties.

The Director General is responsible for human resources management and in particular recruitment, salary policy and disciplinary procedure of the Secretariat.

He or she is in charge of managing ICOM's day-to-day affairs in light of decisions taken by the President, the Bureau, the Executive Council and the General Assembly.

He or She may incur expenses coming within the scope of the voted budget. For expenses in excess of

une autorisation préalable écrite du Président est nécessaire. Cette limite ne s'applique pas aux dépenses obligatoires (salaires, charges sociales, impôts, loyers, exécution d'un contrat à exécution successive régulièrement signé...). Le Directeur Général acquitte les dépenses régulièrement engagées.

Il prépare le plan stratégique dans le cadre défini par le Conseil exécutif et les rapports. Il est le porte-parole de l'ICOM en concertation avec le Président qui demeure le représentant légal et institutionnel de l'ICOM.

Article 9 - CHARTE DES ELUS ET DES MEMBRES NOMINES

Une Charte des élus est signée par tout candidat à une élection ou membre désigné dans une commission ou un Comité.

La Charte définit les principes que tout élu ou candidat à une élection s'engage à respecter et notamment :

- Respect des principes éthiques de l'ICOM et engagement de servir ses intérêts ;
- Respect de la confidentialité portant notamment sur les débats et les documents ;
- Devoir de loyauté, tout membre d'un organe de l'ICOM doit être solidaire des décisions émanant de celui-ci ;
- Devoir de réserve, les élus ou membres des Comités ne doivent pas se prévaloir de leur qualité pour la poursuite d'intérêts personnels ;
- Interdiction d'utiliser les ressources de l'ICOM en dehors du cadre de ses missions.

Le non respect de ces principes peut être sanctionné par une procédure disciplinaire.

Article 10 DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement intérieur modifie, complète les fiches « Politiques de fonctionnement » et remplace les suivantes :

- OP 01.02 Musées
- OP 01.03 Comité consultatif
- 2007/Div.07 Nomination et sélection des membres d'honneur
- OP 2006/DIV.15 Comités permanents, Groupe de réforme et Groupes de travail.

20,000 Euros, the President's prior written consent is required. This limit does not apply to mandatory expenses (wages and salaries, social security charges, taxes, rents, entry into a duly signed successive performance contract, etc.). The Director General pays expenses that have been incurred in due and proper form.

He or she prepares the Strategic Plan in accordance with the framework established by the Executive Council and the reports. He or she acts as the spokesperson for ICOM in cooperation with the President who remains ICOM's legal and institutional representative.

Article 9 - ELECTED AND NOMINATED MEMBERS CHARTER

An elected Member's Charter is signed by each candidate standing for election or each Member appointed to a sit on a commission or in a Committee.

The Charter sets forth the principles that each elected Member or candidate agrees to abide by, in particular:

- Respect for ICOM's ethical principles and the commitment to serve its interests;
- The safeguarding of confidentiality in particular with respect to discussions and documents;
- The duty of loyalty, any Member of one of ICOM's governing bodies must uphold and comply with the decisions made within that body;
- The obligation to exercise restraint, elected Members or Members of Committees must not use their position for self-interest ;
- The use of ICOM resources is prohibited outside his or her functions.

Any breach or failure to abide by these principles may result in disciplinary action.

Article 10 GENERAL PROVISIONS

These Internal Rules and Regulations modify and complete the "Operating Policy" guidelines and replace the following:

- OP 01.02 Museums
- OP 01.03 Advisory Committee
- 2007/Div.07 Appointment and selection of honorary Members
- OP 2006/DIV.15 Standing Committees, Task Forces and Working groups

En cas de contradiction entre le présent règlement intérieur et les fiches « Politique de fonctionnement », le règlement intérieur de l'Association prévaut sur les fiches « Politique de fonctionnement ».

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation des versions anglaises et française du présent règlement intérieur, cette dernière prévaut sur la version anglaise.

Entré en vigueur, le 1^{er} juin 2010

In the event of a contradiction or discrepancy between these Internal Rules and Regulations and "Operating Policy" guidelines, the Association's Rules and Regulations shall prevail over the "Operating Policy" guidelines.

In the event of a contradiction or a difficulty in interpreting both English and French versions of the present Rules and Regulations, the latter version shall prevail over the English version.

Entry into force, 1 June, 2010